

Frédéric PONS

Israël en état de choc

(Presses de la Cité, Paris, 2007, 294 p., 19,50 •)

S'étant déroulée du 12 juillet au 14 août 2006, la deuxième guerre israélienne contre le Liban est connue sous le nom de « guerre des trente-trois jours », ce qui fait sciemment contraste avec les « six jours » de 1967.

Plus, alors que ceux-ci marquèrent le triomphe militaire d'Israël face aux États arabes voisins, l'adversaire désigné en 2006 n'était qu'un acteur sub-étatique, le Hezbollah. L'affrontement s'est pourtant terminé sur

l'échec de l'armée la plus puissante du Moyen-Orient, laquelle est, de surcroît, présentée souvent comme un modèle de conscription citoyenne et d'efficacité guerrière. Aussi les ouvrages consacrés à ce conflit sont-ils nombreux, qui mettent l'accent tantôt sur sa dimension politique (Gilbert Achcar et Michel Warschawski ou, d'une autre manière, Uri Avnery), tantôt sur les aspects militaires (Renaud Girard), l'ouvrage collectif dirigé par Franck Meunier et Élisabeth Picard élargissant la réflexion à l'ensemble du champ, mais pour l'un des protagonistes (*Liban, une guerre de 33 jours*, La Découverte).

216

Il n'y avait donc aucune raison particulière de s'intéresser au livre de Frédéric Pons, d'autant qu'il paraît dans une collection consacrée pour l'essentiel aux belles heures de « l'Indo » et autres guerres coloniales, avec les inévitables signatures d'Erwan Bergot et autres Henri de Brancion ou Alain Gandy, et que l'auteur, officier de réserve, rédacteur à « Valeurs nouvelles » et partisan déclaré de la peine de mort, a l'insigne honneur de présider l'Association des Journalistes de Défense. Deux raisons toutefois incitaient à dépasser les réticences initiales : comme Frédéric Pons se présentait comme professeur à Saint-Cyr et au collège Interarmées de Défense, il pouvait être intéressant d'avoir une idée de ce qui s'y enseigne et, le titre étant à cet égard très clair, il convenait de mieux comprendre l'« état de choc » dans lequel Israël a été plongé pendant et

après ces « trente-trois journées de guerre ».

De la dimension militaire des événements, qu'il est à vrai dire très difficile d'isoler dans ce type de conflit, le livre ne révèle rien de bien nouveau, si ce n'est les analyses, plutôt sensées, qu'ont pu en faire diverses instances de l'armée française. Le plan adopté et le parti pris de l'auteur ne permettent pas de dégager la trame des événements. Une embuscade du Hezbollah dans la zone des fermes de Chabaa, encore détenue par l'armée israélienne, entraîne la capture de deux soldats de *Tsahal*. A cette action quelque peu aventureuse, comme le reconnaîtra à demi-mot Hassan Nasrallah, Israël riposte en appliquant le plan d'opérations du chef d'état-major Dan Haloutz qui, Frédéric Pons ne le rappelle pas, avait été présenté et accepté quatre mois auparavant par l'échelon politique. Au lieu du plan « hautes eaux » prévoyant l'avancée rapide des forces terrestres jusqu'au fleuve Litani, puis leur retour vers la frontière israélienne pour « nettoyer » le sud du Liban de ses combattants, c'est l'aviation qui sera chargée d'atteindre les buts de guerre par des frappes massives et « intelligentes », avec l'appui des canons et des missiles de la marine bloquant les côtes libanaises. Contrairement à ce qui est souvent écrit, Dan Haloutz n'était pas le premier chef d'État-major issu de l'aviation – Haïm Laskov avait rempli ces fonctions de 1958 à 1961 après avoir créé, sans toutefois avoir jamais piloté, l'*Heyl Ha'avir* entre 1951 et 1953 –, mais très

influencé par les thèses américaines sur la puissance aérienne, en particulier par la « théorie des cinq cercles » du colonel John A. Warden III, et fortement impressionné par les 77 jours de frappes aériennes contre la Serbie pendant la guerre du Kosovo, il affirmait pouvoir détruire le centre de gravité du « système » Hezbollah sans avoir à s'engager sur terre, ce qui éviterait de répéter la première guerre contre le Liban et écarterait donc les risques d'enlisement. Selon ses propres termes, ce serait le « combat du vautour contre le serpent ». Deuxième aspect, cette stratégie était volontairement disproportionnée, et par l'extension du théâtre d'action et par l'ampleur des moyens utilisés, afin de créer un effet de levier suffisamment puissant pour couper le Hezbollah de la société libanaise. Or, la lecture de la campagne du Kosovo avait été très réductrice et l'effet recherché ne se produisit pas, d'autant que l'adversaire disposait d'un enracinement dans la population et, d'une manière inattendue pour l'armée israélienne, s'était préparé efficacement à une lutte asymétrique. La disproportion des moyens et les pertes infligées aux civils provoquèrent au contraire la solidarité politique de la « rue arabe » et affectèrent profondément l'image internationale de *Tsahal*. En ce sens, et en ce sens seulement, on peut dire que celle-ci fut conduite à faire une guerre à laquelle elle ne s'était pas préparée.

Les « leçons » que, dès le 18 juillet 2006, tirait Anthony H. Cordesman, l'un des analys-

tes les plus en vue du CSIS américain, n'ont pas été démenties. Des cinq objectifs définis –

1. détruire le « commandement ouest » de l'Iran, avant que celui-ci n'accède à l'arme nucléaire ;
2. rétablir la crédibilité de la dissuasion israélienne après les retraits unilatéraux du Liban en 2000 et de la bande de Gaza en 2005 ;
3. forcer le Liban à devenir un État « responsable » et à se comporter comme tel, ce qui signifiait en premier lieu en finir avec le statut faisant du Hezbollah « un État dans l'État » ;
4. affaiblir le Hezbollah tout en sachant qu'il ne pouvait être détruit en tant que force militaire et qu'acteur politique majeur au Liban ;
5. ramener vivants les deux soldats capturés sans avoir à procéder à des échanges importants de prisonniers – aucun n'a été atteint, quand bien même une part importante des roquettes à moyenne et longue portée du Hezbollah et de leurs rampes de lancement a été vraisemblablement détruite, en même temps, il est vrai, que 15 000 logements, 900 entreprises et commerces, 630 km de routes et 29 superstructures importantes, pour un coût évalué à une dizaine de milliards de dollars, cependant que 700 000 personnes furent déplacées et que 1 283 Libanais, dont un tiers d'enfants, perdirent la vie.

La partie la plus intéressante du livre de Frédéric Pons est consacrée aux diverses enquêtes qui ont été très vite conduites pour éclairer les insuffisances, faiblesses, défaillances et autres dysfonctionnements révélés par l'échec. Renseignement

(commission Almog) : sous-estimation du Hezbollah et incompréhension de son fonctionnement, mais aussi traitement incomplet des informations et transmission insuffisante des données aux divers niveaux de l'armée ; affaire du « Hanit », corvette furtive livrée par les États-Unis et équipée d'armes sophistiquées, atteinte le 14 juillet par un missile de Hezbollah, à une vingtaine de kilomètres au large de Beyrouth (enquête du général Maor) : sous-estimation du renseignement militaire et suffisance des chefs de la marine israélienne ; action des unités de réserve lorsque l'infanterie et les blindés seront engagés à effectuer des attaques successives au sud du Liban : la commission Barzani recueillit 6 000 plaintes qui mettaient à nu de multiples aberrations administratives en même temps qu'elles révélaient les insuffisances de l'entraînement et de la coordination, défaillances qui conduisirent à la mutinerie d'une centaine de soldats du bataillon 51 de Golani, pourtant la plus décorée de toutes les brigades ; désorganisation de la défense civile et insuffisance de ses moyens, alors que le pays était atteint par les roquettes Katioucha du Hezbollah, imprécises mais d'une portée de 45 kilomètres (enquête du contrôleur d'État Lindenstrauss) ; manquements du Commandement du front intérieur et des collectivités locales. La plus importante des commissions d'enquête a été dirigée par le juge Eliahou Winograd dont le rapport préliminaire, publié le 11 septembre 2007, a sou-

ligné l'incompétence de l'échelon politique (Premier ministre Ehoud Olmert et ministre de la Défense Amir Peretz) qui se laissèrent conduire par l'état-major, quand ils n'étaient pas court-circuités par le commandement, lourdes responsabilités du général Haloutz et de nombreux autres chefs militaires, qui se sont trompés de guerre, n'avaient pas de plan d'opérations de rechange, ne cessèrent de s'entredéchirer, ces dérèglements s'ajoutant aux problèmes structurels de Tsahal, culture du secret, cloisonnement, insuffisante intégration interarmes. Au total, l'armée israélienne aura perdu 120 hommes – contre 500 à 600 pour le Hezbollah, selon les estimations – et il y aura eu 700 blessés, auxquels s'ajoute une quarantaine de victimes civiles des roquettes. Les pertes en équipements auront été limitées, mais l'une des données les plus préoccupantes aura été la relative fragilité, dans le type de combats mené par le Hezbollah, du char Merkava, qui passait cependant pour une arme maîtresse de l'arsenal israélien. Le rapport final de la commission Winograd, qui a été remis au gouvernement israélien le 30 janvier 2008, exonère en partie l'échelon politique, sans réduire le moins du monde les critiques adressées à l'échelon militaire. Faut-il y voir une préoccupation électorale, voire politique, ou tout simplement la reconnaissance implicite de l'influence exorbitante des paramètres et de l'institution militaires sur la politique israélienne ? L'ignorance du duo Olmert-

Peretz était notoire en ces domaines mais, pour animer la vie publique d'Israël, faut-il nécessairement être centurion ?

Frédéric Pons n'aborde pas la question, pourtant inévitable, sur l'articulation entre la « guerre des 33 jours » et le projet bushien de destruction-reconstruction du Grand Moyen Orient. Le simple fait que le premier objectif officiel était de détruire le « commandement ouest » de l'Iran prouve à l'évidence que la vision américaine du Moyen-Orient était partagée par les dirigeants israéliens, et réciproquement, ce qui à vrai dire ne surprendra personne. Plus important sans doute, le plan d'opérations du général Haloutz participait si bien de la « transformation » engagée par Donald Rumsfeld afin d'accélérer la « révolution dans les affaires militaires » entreprise une décennie auparavant qu'il est difficile de ne pas voir dans la « guerre des 33 jours » un plan concerté ou, pour le moins, la concrétisation de projets élaborés par deux institutions militaires dont le compagnonnage est si ancien et si extensif qu'il confine au concubinage. On se souviendra également que Condoleezza Rice évoqua alors les « douleurs de l'enfantement » d'un nouveau Moyen-Orient, que le gouvernement américain travailla pour parvenir à une résolution du Conseil de sécurité défavorable au Liban et, devant la résistance de ce dernier, qu'il chercha à retarder l'issue de manière à permettre à *Tsahal* de « terminer le travail », avant que les hommes de la FINUL ne se déploient

à la frontière libano-israélienne.

Que faire à partir de ce fiasco ? A suivre l'auteur, revenir en premier lieu aux « fondamentaux » de *Tsahal* et c'est la tâche à laquelle se sont attelés le nouveau chef d'État-major, le général Gaby Ashkénazy, et, au ministère de la Défense, le revenant général Ehoud Barak. Pour Frédéric Pons, qui se fait ici le porte-parole de la droite israélienne telle qu'elle s'incarne dans le Likoud, cela signifie préparer tout à la fois la destruction du Hamas à Gaza, la revanche sur le Hezbollah au Liban et, enfin, la « vraie guerre », celle contre l'Iran. L'un des problèmes est que la société israélienne, déjà fort complexe, tend à se fractionner davantage, que les clivages sociaux se sont creusés, que les modes de vie se sont clivés, que la qualité du personnel politique dirigeant ne cesse de se dégrader, que les maquignonnages de toutes sortes prévalent, que le désenchantement pour la chose politique s'entrelace inévitablement à la démagogie, au cynisme et à un militarisme d'autant plus prégnant qu'il autorise la fuite devant la conscription. S'ajoute à cela le fait que, depuis un quart de siècle, l'armée israélienne s'est pour l'essentiel consacrée à la répression des Palestiniens, au Liban en 1982 et dans les territoires occupés. Les sauveurs seront-ils Benyamin Netanyahu, le général Moshé Yaalon, ancien chef d'État-major qu'Ariel Sharon, en personne, fut amené à démettre de ses fonctions, ou d'autres officiers supérieurs à la

NOTES DE LECTURE

« kippa tricotée » ? En finir avec l'« hédonisme » de l'ère post-héroïque », c'est faire d'Israël la Sparte du Levant. A supposer qu'elle soit réalisable, cette op-

tion ne peut avoir de lendemains autres que sanglants, et pas nécessairement victorieux.

PATRICE JORLAND